

DOSSIER

L'ÉDUCATION POUR LA SANTÉ :

des actions pertinentes dans toutes
les directions

**"J'aime ma mer",
un projet pédagogique à Antibes**

**La dénutrition du jeune senior
au cœur de l'action de Coomaid à Manosque**

**Le portrait d'André Aoun,
Président de l'INPES**

Sommaire

Dossier

L'éducation pour la santé : des actions pertinentes
dans toutes les directions 3 à 6

Maladies chroniques

■ Alpes-Maritimes
L'éducation thérapeutique pour des malades
bipolaires 7

Population générale

■ Alpes de Haute-Provence
Un accompagnement renforcé pour les femmes
seules avec enfants 8



Parentalité

■ Bouches-du-Rhône
Parentalité : "C'est pour toi papa !" 9



Santé environnement

■ Alpes-Maritimes
"J'aime ma mer"
un projet pédagogique à Antibes 10



■ Vaucluse
L'Université populaire Ventoux
revisite le jardinage 11



Personnes vieillissantes / handicapées

■ Alpes de Haute-Provence
La dénutrition du jeune senior
au cœur de l'action 12



Portrait

André Aoun 13
Président du Conseil d'administration de l'INPES

Au microscope 14

Les villes actives PNNS en région

Espace CRES

1/ Actualités 15

2/ Pôle régional de compétences en éducation et
promotion de la santé 16

3/ Documentation 17

Les Écrits

Opticourses, un projet de recherche interventionnelle 18-19
pour réduire les inégalités sociales de santé dans les
quartiers nord de Marseille
Un article de A. Lesturgeon, et al.

Agenda 20

L'éducation pour la santé : Des actions pertinentes dans toutes les directions

Photo : Pierre ClOT

Focus sur quelques-unes des actions phares menées en région PACA en faveur de l'éducation et la promotion de la santé. Situées dans des milieux de vie variés (établissement scolaires, prison, entreprise), sur plusieurs thématiques essentielles, les interventions récemment financées font toutes la preuve de leur efficacité.

Selon l'OMS, l'éducation pour la santé est la composante des soins de santé qui vise à encourager l'adoption de comportements favorables à la santé.

L'éducation pour la santé privilégie une approche globale des questions de santé et utilise des portes d'entrée variées : des thèmes (la nutrition, le tabac, la contraception, les vaccinations...), des catégories de population (les jeunes, les femmes enceintes, les personnes âgées dépendantes, les personnes en situation de précarité...), ou des lieux de vie (la famille, l'école, le quartier, l'entreprise, l'hôpital, la prison...).

En région PACA, de nombreux acteurs interviennent sur le terrain auprès des publics pour faire évoluer les attitudes et les comportements.

Voici un éventail de ces initiatives, financées cette année par l'Agence régionale de santé.

Prévenir l'addiction chez les jeunes

Beaucoup de ces actions sont menées en milieu scolaire, à l'égard des enfants et des jeunes, en faveur de la prévention des addictions. Ainsi, depuis 2 ans, la Ligue contre le cancer intervient-elle dans deux collèges des Hautes-Alpes, à Tallard et à La Bâtie-Neuve. De la 6^{ème} à la 3^{ème}, les enfants sont sensibilisés aux dangers du tabac et des drogues, ainsi qu'aux risques comportementaux

associés. *“Le discours et les outils que nous mettons en œuvre lors de nos séances d'information (une session de 2 h par demi-groupe) sont adaptés à l'âge des différentes classes. En 6^{ème}, en principe, les enfants n'ont pas encore commencé à fumer, nous insistons donc sur les risques de dépendance, les incitons à refuser de prendre une première cigarette en expliquant qu'il est plus facile de dire non d'emblée. Et qu'il faut également se méfier du tabagisme passif, qu'ils peuvent exiger qu'on ne fume pas en leur présence. Mais sans dramatiser les risques encourus par les parents fumeurs !”,* commente Céline Dupont, assistante de gestion de la Ligue. Pour les collégiens plus âgés, l'information vise à démonter les manipulations de l'industrie du tabac (l'ajout de substances addictives) et à rappeler les fondements des lois anti-tabagisme. En 3^{ème}, un débat autour des représentations et des connaissances qu'ont les jeunes des drogues engage la discussion sur les risques induits par leur consommation, par exemple des rapports sexuels non protégés ou un accident de scooter. Si l'évaluation de cette action n'est pas encore réalisée, les établissements scolaires sont demandeurs et les messages relayés souvent par les professeurs de sciences, qui prolongent ces thématiques en cours.

Sur le même sujet, l'association méditerranéenne de prévention et de traitement des addictions (AMPTA) mène depuis plus de 10 ans des actions de prévention des conduites addictives en milieu scolaire.

Dossier

Elles sont menées selon une méthodologie propre auprès des élèves d'écoles élémentaires, de collèges et de lycées des Bouches-du-Rhône, relevant parfois du dispositif ECLAIR et conformément aux orientations définies par le guide MILDT/DESCO, en partenariat avec les professionnels de l'Éducation Nationale. "Nos interventions répondent aux attentes et spécificités des établissements dans lesquelles elles sont mises en œuvre, précise Jean-Jacques Santucci, directeur de l'association. Ainsi, chaque action contient une part d'adaptation et d'innovation qui permet aux élèves visés et aux adultes qui les encadrent de se l'approprier et d'y participer activement. Notre principe est d'informer les gens, en les considérant comme des personnes responsables, de travailler sur les représentations, de réagir à partir de leurs discours et de leurs croyances, voire de leurs expériences".

Si le message est d'éviter d'expérimenter tabac, drogues, médicaments et alcool, le propos est aussi, quand il s'adresse à des publics ayant déjà « expérimenté », de les responsabiliser, afin qu'ils prennent le moins de risques possible, en toute connaissance de cause. Là encore l'évaluation de l'impact de ces interventions est difficile, mais elles suscitent demandes et adhésion, tant de la part des élèves que des équipes pédagogiques, qui se sentent mieux armés pour aborder ces problématiques.

La Mutualité française PACA s'est emparée elle aussi du sujet et mène une action de prévention des conduites addictives et des pratiques à risques liées à la consommation de substances psychoactives licites, illicites et médicamenteuses, dans les

classes de seconde des lycées d'enseignement généraux et techniques du département des Alpes-Maritimes. Selon l'animateur des ateliers Miguel Platteel, les objectifs sont de donner à connaître les effets des produits sur l'organisme, le cadre législatif de leur consommation mais aussi

d'évoquer les relations société-drogue et les moyens de venir en aide à un consommateur en perte de contrôle. "Au cours d'un échange questions-réponses, je me base sur leurs représentations autour du tabac, de l'alcool, des champignons, de l'ecstasy et de la cocaïne. Sans moralisation ni jugement, mon message principal est qu'il vaut mieux limiter le nombre d'expérimentations, le nombre d'usages occasionnels ainsi que les usages réguliers amenant à la dépendance. Ils se montrent très réceptifs au discours et nos interventions participent certainement de leur prise de conscience et d'une modification de leurs comportements", se réjouit-il.

Sexualité, contraception et... violence

Toujours à destination des scolaires, avec le soutien du Conseil Régional et de l'ARS, la Mutualité française PACA a démarré en 2013 un programme sur trois ans, en convention avec le CHU de Nice et ses élèves sages-femmes, autour de la contraception dans 15 collèges et lycées de l'agglomération niçoise (à destination des classes de 4^{ème} et 2^{ème}), pour répondre au problème des grossesses non désirées. "Aux élèves de



Photo : Pierre Clot

4^{ème}, explique Henri Deschaux-Beaume, responsable de l'action, on propose un atelier sur les thèmes de l'amour, de la sexualité, en abordant la physiologie, le cadre de la loi et bien sûr les méthodes contraceptives. Nous indiquons aussi les adresses utiles et les professionnels ressources intra ou extrascolaires. Comme aux étudiants sages-femmes nous proposons une formation à l'animation de ces ateliers aux infirmières scolaires". Les lycéens de seconde, quant à eux, sont conviés à des ateliers questions-réponses, à l'aide d'une mallette de démonstration, pour évaluer leurs connaissances en matière de contraception et susciter l'échange, sans répéter les cours suivis en SVT.

Encore en direction des enfants, depuis 7 ans le Planning familial 13 anime des groupes de parole, sur le modèle du programme québécois PRODAS, (Programme de Développement Affectif et Social), largement expérimenté et validé. L'action est menée dans des écoles primaires de Marseille, centre-ville et quartiers Nord en contrat urbain de cohésion sociale, et touche une vingtaine de classes par an, au rythme d'une séance par semaine pendant 15

semaines. Elle a pour objectif de permettre aux enfants d'appréhender les expériences affectives et sociales de la vie et de trouver des solutions alternatives aux comportements violents. "L'outil principal, explique Claire Ricciardi, porte-parole du Planning 13, est le "cercle magique". Animé par un intervenant ou un enseignant préalablement formé autour d'une question posée (où est-ce que je me sens bien, une personne en qui j'ai confiance, un acte dont je suis fier...), il est le moment durant lequel les enfants expriment un ressenti ou une émotion, suivi d'un échange qui sera synthétisé par l'animateur". Les bénéfices tirés sont une meilleure cohésion du groupe, une plus grande facilité à s'exprimer avec les enseignants qui eux-mêmes s'impliquent dans une plus forte posture d'écoute à l'égard des enfants. Ou quand la parole évite le passage à des actes de violence...

En direction des familles

Les familles aussi bénéficient d'actions de prévention efficaces en PACA, à l'instar du programme "Soutien aux familles et à la parentalité" mené par le CoDES des Alpes-Maritimes, missionné par l'INPES depuis



3 Questions à ...

Eric Breton,

professeur, titulaire de la Chaire INPES

"Promotion de la santé"

à l'École des Hautes Études en santé publique



2011. Adapté d'un programme américain, largement validé au plan international, il a d'abord été mis en place dans la ville de Mouans-Sartoux, à titre d'action pilote, et est actuellement en cours à Grasse et Carros. Inscrit dans le champ de la promotion de la santé mentale, il se présente sous forme d'interventions structurées qui aident les parents à faire face au développement émotionnel et comportemental de leurs enfants, par le biais du renforcement des habiletés parentales, de la valorisation des compétences psychosociales des enfants et de l'amélioration de la relation parent-enfant. Le programme fait partie des "interventions fondées sur des données probantes".

"Animé dans un climat de bienveillance et de bientraitance absolues, résolument tourné vers la valorisation des compétences des uns et des autres, ce programme éducatif vise, en 14 séances dédiées à une dizaine de familles volontaires (parents et enfants de 6 à 11 ans) à créer un climat familial apaisé, avec des parents plus à même de faire face aux difficultés" développe le Dr Corinne Roehrig, responsable du programme. Animés par des professionnels formés, suivant un protocole éprouvé, les ateliers qui usent de méthodes interactives avec jeux de rôles et mises en situation, sont inscrits dans la durée et ont trouvé une large adhésion tant auprès des familles que des professionnels de terrain et des municipalités, complète la coordonnatrice. Au terme de l'expérimentation, ce programme de soutien à la parentalité a vocation à s'étendre en France via les réseaux d'éducation à la santé.

Quelle serait votre définition de l'éducation à la santé ?

L'éducation à la santé est l'une des stratégies pour la promotion de la santé, qui repose sur un faisceau d'organisations nationales et internationales, telles l'INPES (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé) ou l'UIPES (Union internationale de promotion de la santé et d'éducation pour la santé). Il m'apparaît donc toujours curieux de faire un cas spécial de l'éducation à la santé. C'est comme dire que l'on détient un coffre à outils et un tournevis. En fait, l'éducation, comme le tournevis, fait partie de la trousse à outils... C'est une stratégie qui vise à modifier le niveau de connaissances et l'attitude des populations. Éduquer est travailler à donner les capacités de le faire. Comment cesser de fumer par exemple ? Il faut modifier les caractéristiques individuelles mais aussi les politiques publiques en la matière. Les décideurs peuvent avoir un impact, ils doivent donc être sollicités.

Quant à la promotion de la santé, elle désigne l'ensemble des stratégies, dans le cadre d'une vision positive de la santé. Elle se distingue de la prévention, qui est une action sur les facteurs de risques, de traumatismes, de maladies chroniques.

Quelles sont les méthodes pour améliorer les actions en santé publique ?

Il s'agit de travailler sur les conditions, les déterminants de la

bonne santé, sans pour autant décider pour les gens. L'axe est d'offrir aux populations les conditions de favoriser les bons choix. Il est difficile d'arrêter de fumer par exemple pour des personnes en difficultés de vie sociale ou personnelle.

L'éducation à la santé est incluse dans un projet démocratique destiné à ce que les gens conçoivent, comprennent les actions menées (comme l'interdiction de fumer dans les lieux publics).

Nous devons travailler sur les environnements de vie, économiques, urbanistiques, en passant par une mobilisation transversale, intersectorielle pour partager une même vision du problème et développer des programmes. Concrètement ce peut être pour baisser le prix des légumes, aménager des quartiers pour y permettre la marche, penser les lieux publics pour améliorer les liens sociaux... Sont donc concernés tant les décideurs politiques que les acteurs locaux.

Quelle est votre vision d'avenir pour la santé publique ?

En France, la santé publique est essentiellement axée sur l'offre de soins, les appareillages médicaux dernière génération, les données épidémiologiques... Elle néglige la science de l'action, des solutions. Peu d'investissements sont faits en faveur de la prévention. En revanche, une autre évolution se profile ailleurs, notamment dans la nouvelle politique de l'OMS Europe avec le plan Santé 2020 où l'accent est mis justement

sur la prévention et qui prend en compte les problèmes complexes d'inégalités sociales en matière de santé. On y préconise également l'adhésion des populations, au niveau local. Heureusement, la nouvelle stratégie nationale de santé va aussi dans ce sens, dont la feuille de route est parue à l'automne 2013. Je le répète, bien des déterminants de la santé se situent hors secteur sanitaire. Pour agir efficacement, il faut travailler sur les milieux de vie, les conditions quotidiennes d'existence. Ce dont les acteurs concernés commencent à prendre conscience. L'intersectorialité indispensable implique de rassembler dans les projets de santé publique les questions de transport, d'emploi, d'éducation. La post-modernité que nous vivons nécessite de réunir des constellations d'acteurs. L'avenir se joue par exemple au niveau régional. Les ARS commencent d'ailleurs à reconnaître l'impérieuse nécessité de travailler sur le terrain, et de s'en faire l'écho. Comme dans d'autres pays engagés dans cette voie depuis longtemps, en France, les réflexions actuelles vont dans ce sens et l'on comprend de mieux en mieux comment gérer vraiment la santé des populations.

- ■

Dossier

En milieu pénitentiaire

Dans un autre registre, l'action de l'association Axis, menée à Toulon, s'adresse aux détenus du centre pénitentiaire de La Farlède, sous forme de groupes de parole ayant pour but de prévenir l'impact psychologique du « choc carcéral ». « Depuis fin 2012, précise Marie-George Sardo-Poveda, directrice de l'association, nous convoquons systématiquement les primo-incarcérés à une réunion animée par une psychologue. Il s'agit de favoriser l'expression des vécus, des angoisses, des émotions, de repérer le mal-être et de prévenir les suicides, dont les tentatives interviennent généralement dans les dix premiers jours d'incarcération ». Sur ce terrain neutre, les détenus peuvent se décharger de leurs frustrations, de leur colère, du sentiment d'injustice souvent issu d'un déni de la faute commise.

tion des violences, une prise de conscience de leurs auteurs et participe de la prévention de la récidive ».

En entreprise

Parmi de nombreuses autres initiatives, citons enfin, dans le domaine de l'entreprise, les actions menées par la Camieg, caisse des agents ERDF, GRDF, RTE... dans les départements 83, 13 et 06 sur diverses thématiques de santé publique, dont le sommeil. « Nous développons cette opération depuis 2010 dans les entreprises, explique Fanny Hessmann, responsable d'antenne. Nous proposons des matinées d'information avec des intervenants qualifiés, dont un médecin du Centre du sommeil de l'hôpital de La Timone à Marseille, et un infirmier du travail. À partir de diaporamas et de documentations conçues par l'INPES notamment, sont abor-

➔ Le réseau des comités d'éducation pour la santé en PACA

La région PACA compte sept comités d'éducation pour la santé. Le Comité régional d'éducation pour la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRES PACA), centre de ressources généraliste en éducation pour la santé et en santé publique implanté à Marseille depuis 1975.

Et les six comités départementaux d'éducation pour la santé, qui mènent notamment des actions de terrain auprès des publics.

Les comités portent le pôle régional de compétences en éducation et promotion de la santé, financé par l'INPES, qui a pour objectif d'améliorer de la qualité des programmes et des actions en éducation pour la santé, et de professionnaliser les acteurs. Le pôle propose de nombreux services en région : conseil en méthodologie de projet, formations, documentation et communication.

de deux ateliers d'information, d'échanges et de retours d'expérience, cette action de prévention autour du sommeil est également proposée depuis 2012 aux bénéficiaires retraités dans le cadre d'un travail global sur le bien-vieillir ».

Autant d'actions et de résultats qui devraient conforter les acteurs de la prévention et de l'éducation en santé et les inciter à poursuivre leurs efforts en PACA, soutenus par les instances régionales.

- ■



Photo : Pierre CLOT

La dynamique de groupe est bénéfique, permet de relativiser sa propre situation et de développer une solidarité source de soulagement. Axis anime aussi dans cette prison des groupes de parole bimensuels sur les violences agies et subies, familiales ou urbaines, pour lesquels les détenus s'inscrivent volontairement. « Ce travail permet, en abordant le contexte d'appari-

dés les questions des pathologies liées au sommeil, des astuces pour bien gérer son sommeil au quotidien et les relais vers des structures spécialisées si une prise en charge s'avère nécessaire. En clôture de l'intervention, chaque participant auto-évalue son sommeil via les différents questionnaires mis à disposition. Selon une approche différente, sous forme de conférences suivies

25 techniques d'animation pour promouvoir la santé

Des formateurs et chargés de projets des comités d'éducation pour la santé de la région PACA ont publié l'an dernier cet ouvrage, à partir de leur expérience de terrain. Il a pour objectif d'aider les professionnels de la santé, du social ou de l'éducatif à assurer des interventions auprès de groupes en éducation pour la santé. Après une première partie rappelant les concepts et les valeurs de la promotion de la santé, il présente les principes de base d'une démarche de projet ainsi qu'une sélection de 25 techniques d'animation, comme le photolangage, le portrait chinois, le focus group, l'Abaque de Régnier... La 3^{ème} partie propose un rappel sur l'évaluation des animations et des ressources complémentaires pour se former ou se documenter.

Douiller A., Coupât P., Demond E., Le Coudrier, 2012



Maladies chroniques

→ L'éducation thérapeutique pour des malades bipolaires

La clinique de la Costière à Nice a mis en place un programme d'éducation thérapeutique pour les patients qui souffrent de maladie bipolaire. 140 personnes ont déjà suivi ce programme avec un bénéfice évident.

Le Dr Richard Moriano, médecin psychiatre, avait mis en place l'éducation thérapeutique pour ses malades bipolaires avant même de le formaliser en 2012, à la clinique de la Costière à Nice. Cet établissement psychiatrique privé de 75 lits reçoit environ 20% de patients atteints de troubles dits bipolaires, appelés il y a quelques années encore, psychose maniaque-dépressive. Pour rappel, *“les troubles bipolaires sont une maladie biologique caractérisée par la récurrence de troubles de l'humeur maniaque (ou hypomaniaque) et dépressifs”,* rappelle le Dr Moriano. *Ils touchent environ 2 à 3% de la population en France, et nécessitent des soins et un traitement. Il faut les distinguer de la cyclothymie, qui n'est pas une maladie et qui ne nécessite pas de prise en charge”.*

Ces groupes favorisent l'alliance thérapeutique

Les symptômes et l'évolution de ces troubles bipolaires sont particuliers à chacun. Mais il est indéniable que le lithium a transformé la vie de ces malades. Cependant, malgré ces traitements stabilisateurs de l'humeur, une partie significative de patients rechute et une autre partie n'adhère pas aux traitements proposés. C'est pour cette raison que, compte tenu de la difficulté du diagnostic médical, des différents modes d'expression de la maladie, de la nécessité de suivre un traitement sur le long court, la clinique de

la Costière a élaboré un programme d'ETP à l'attention des patients et de leur entourage. *“Cette expérience avec des groupes thérapeutiques a commencé voici deux ans”,* souligne le Dr Moriano. *Avec ces groupes, pour des patients tous volontaires, nous essayons de permettre à ces malades d'être acteurs de leur santé et de leur vie, et de favoriser l'alliance thérapeutique. On a constaté que c'était bénéfique pour ces patients qui participaient très volontiers à ces échanges et qui apprennent mieux entre eux”.* Ces hommes et ces femmes, tous adultes, parlent dans ces groupes de leurs histoires qui parfois se rejoignent, de leurs difficultés et expriment, quelquefois pour la première fois, leurs sentiments. *“On travaille d'abord et avant tout sur une meilleure compréhension de la maladie, de la vulnérabilité génétique, pas toujours facile à intégrer, et de leurs traitements. L'effet de groupe permet d'adhérer plus facilement”.*

Leurs propres sentinelles pour éviter la rechute

Ces séances d'éducation thérapeutique prennent la forme d'un suivi en 5 séances collectives d'une heure trente environ pour un groupe de 8 personnes et permettent d'aborder un ensemble de sujets importants pour « apprendre à vivre avec sa maladie ».

La première séance, réalisée avec le concours d'un médecin psychiatre, comporte toujours une première phase explica-

tive sur la maladie elle-même, la description des symptômes puis les signes de rechute pour la détecter au plus vite. *“Il faut qu'ils apprennent à repérer des signes de rechute et à les anticiper”,* poursuit le Dr Moriano. *Ils sont leurs propres sentinelles pour qu'il n'y ait pas de rupture dans la prise en charge”.* Une des séances suivantes est consacrée à l'hygiène de vie. Les patients atteints de troubles bipolaires font face à de nombreuses difficultés dans différents domaines de leur vie quotidienne : relations familiales, insertion professionnelle, relations interpersonnelles et activités de loisir. Et beaucoup d'entre eux utilisent l'alcool comme traitement. *“40% des patients bipolaires connaissent des problèmes d'alcoolisme, et sont alcoolodépendants. Dans ces groupes, nous évoquons la nécessité d'éviter toute substance psychoactive”.*

Une séance est également consacrée aux médicaments et à leurs effets secondaires. Ces séances viennent en appui d'un accompagnement personnalisé établi d'emblée après avoir réalisé un diagnostic éducatif, pour répondre au mieux aux besoins des personnes. Les éléments de synthèse sont ensuite communiqués au médecin traitant.

“Avec ce travail, nous allons sur des chemins qui n'étaient pas forcément prévus”, conclut Richard Moriano.

Ces groupes sont menés par des infirmiers, médecins ou professionnels de santé, tous

formés à l'éducation thérapeutique et sont reconduits chaque année désormais grâce à un financement de l'ARS. 140 personnes - 70 par an - ont été suivies depuis 2012 dans ce cadre. *“Nous sommes très satisfait de ce travail”,* assure encore le psychiatre. *Car les effets sont là. S'il y a rechute, le patient est signalé plus vite et plus rapidement pris en charge, le temps de l'hospitalisation est moins long, il existe un bénéfice évident”.* ■

Contact :

Clinique la Costière,
Dr Moriano, Nice,
Tél. : 04 93 86 21 78

Population générale

→ Un accompagnement renforcé pour les femmes seules avec enfants

Le CIDFF 04 a mis en place une action pour accompagner au plus près des femmes en situation monoparentale et victimes de violences conjugales. Plus vulnérables, elles doivent réapprendre l'estime de soi.

Alpes de Haute-Provence

Depuis 30 ans, le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles des Alpes de Haute-Provence accompagne au quotidien les femmes et les familles, qu'il soutient dans leurs difficultés. Qu'elles soient d'ordre juridique, professionnel ou personnel. Dans tous les cas, les femmes reçoivent une écoute et une aide personnalisée dans ces trois secteurs d'activités. *“Depuis trente ans, nous essayons d'avoir une approche globale de la personne, même si elle ne fréquente pas forcément les trois secteurs. Mais on offre des services sur l'accès aux droits et notamment celui de la famille, sur l'insertion professionnelle et l'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales, explique Géraldine Lafond, directrice du CIDFF 04. Et notre constat, c'est que nous avons beaucoup de femmes en situation monoparentale”.*

Dans 85% des situations de monoparentalité, ce sont des femmes qui se retrouvent seules avec des enfants de moins de 25 ans. *“Seules à cause d'une séparation, d'un veuvage et dans les cas les plus complexes avec une problématique de violences conjugales qui rend ces femmes encore plus vulnérables”.*

Le CIDFF reçoit alors des femmes souvent isolées socialement et qui se retrouvent dans une situation économi-

quement très précaire. *“La vulnérabilité n'est pas seulement économique, elle est aussi sociale. Ces situations de vulnérabilité nécessitent un accompagnement spécifique, spécialement autour des situations de violences intrafamiliales, lesquelles ont des conséquences psycho-traumatiques tant sur les victimes que sur les témoins, les enfants notamment”.* Et la directrice de la structure d'ajouter : *“Devant ces éléments de fragilité, nous mettons en place tout un travail d'accompagnement global et renforcé avec ce public, avec concrètement l'appel aux trois services concernés habituels”.*

Un travail de mobilisation

Cet accompagnement est conduit par une personne référente qui coordonne l'ensemble des aides de quelque nature que ce soit, pour parvenir à avancer sur un projet personnel et professionnel. La juriste peut alors soutenir diverses démarches administratives, ouvertures de droit ou garde d'enfant, par exemple. *“Sur le plan personnel, nous travaillons avec les femmes pour qu'elles acceptent enfin de prendre du temps pour elles et concilier différents temps de vie. Enfin nous intervenons souvent avec elles dans le domaine de la santé, notamment pour un meilleur accès aux soins”...*

Il est connu maintenant que les violences conjugales ont

beaucoup de répercussions dans le domaine de la santé des femmes : troubles psychiques (stress post-traumatique, symptôme dissociatif...), recours à des toxiques (alcool, psychotropes...), troubles psychosomatiques, dépression, plus grande vulnérabilité aux maladies, plus grand risque suicidaire... toutes ces conséquences sont identifiées. Sur le risque suicidaire, les femmes victimes de violences conjugales feraient 5 à 8 fois plus de tentatives de suicide que les personnes de la population générale. *“Nous travaillons beaucoup sur « comment préserver sa santé et favoriser l'accès aux soins ? » avec des spécialistes et professionnels de santé”.*

Les référents du CIDFF s'occupent aussi de l'apprentissage de la mobilité géographique, un problème réel dans ce département où les déplacements peuvent poser problème. *“Elles doivent avancer sur ce thème qui renvoie forcément à l'estime de soi”.*

Il en faut aussi quand on évoque le projet professionnel. Et dans certains cas, ces femmes sont très éloignées du monde du travail. *“Elles doivent se projeter à nouveau. Nous travaillons à l'élargissement de leurs choix professionnels. Nous devons déconstruire certaines idées reçues et découvrir une autre réalité. Nous essayons de les amener à réfléchir en termes de compétences. C'est*

avant tout un travail essentiel de mobilisation et là encore, on s'adapte à la personne”.

Retisser du lien social

Les formes d'accompagnement vont de l'entretien individuel aux ateliers en passant par les informations collectives ou des sorties découverte. *“Les ateliers permettent aussi de retisser du lien social, assure encore Géraldine Lafond. Avec des mini groupes de 3 à 7 personnes, on examine l'ensemble des problématiques et cela leur permet de voir qu'elles ne sont pas seules à avoir ces problèmes-là et de plus, certaines trouvent des solutions chez d'autres femmes”.*

Un bilan intermédiaire a pu montrer que sur 13 femmes suivies, 5 sont encore en cours d'accompagnement, et les 8 autres qui en sont sorties ont vu leur situation de logement, de mobilité et d'accès aux soins largement améliorée. L'action doit être renouvelée.

■

Contact :

CIDFF 04,
Géraldine Lafond,
Digne-les-Bains,
Tél. : 04 92 36 08 48,
cidff04@orange.fr

→ Parentalité : "C'est pour toi papa !"

Le centre socio-culturel Jacques Brel à Port-de-Bouc a choisi de redonner leur place aux pères. L'espace de parole fait sens au delà de la parentalité...

Au centre socio-culturel Jacques Brel, la question des pères s'est très vite posée. Dans ce quartier dit sensible de Port-de-Bouc, qui rassemble différentes communautés du bassin méditerranéen, les différences intergénérationnelles, interculturelles et sociales, sont aussi devenues des richesses, au gré des solidarités naturelles et du travail du monde associatif. "Mais nous nous sommes aperçus très vite, raconte Abobikrine Diop, directeur du centre social, que, quand nous regardions des photos souvenirs de nos actions, les hommes en étaient absents. Nous nous adressions avant tout aux femmes et même pour ceux qui osaient passer la porte, on ne leur parlait pas forcément des enfants comme si nous leur déniions toute compétence dans la gestion éducative".

Les représentations de chacun empêchaient de prendre en compte la dimension éducative de leur fonction de parent et les cantonnaient à un rôle d'homme, professionnel essentiellement. "Mais quand, lors d'une sortie, certains ont dit à un papa : « vous remercieriez votre femme pour les gâteaux qu'elle a faits » et qu'il a répondu que c'était lui qui les avait faits, notre vision des choses a changé. On a pris le taureau par les cornes et invité des papas à venir discuter de leur statut de père".

C'est en 2009 qu'a été fondé ce groupe de parole, après l'envoi d'un courrier « C'est pour toi papa ». Sur 30 hommes invités, 23 répondent présent. Et, depuis 5 ans, son succès ne s'est jamais

démenti. "Nous avons un noyau dur de 15 pères environ, qui se réunissent une fois par mois, de 18h30 à 21h, au centre social, avec un psychiatre psychanalyste, Jacqueline Ballandras".

Les doutes et les questions peuvent s'exprimer

Les pères choisissent les thèmes de discussion, au travers de leurs préoccupations et de leurs questionnements. Dans de nombreux pays, il n'existe aucun espace pour les hommes pour dire leurs doutes et leurs souffrances. "Dans beaucoup de cultures, ils apprennent qu'un homme ne doit pas pleurer. Ici ils peuvent venir avec leurs fragilités. Ils savent que les problèmes ne se résolvent pas toujours mais qu'on peut en parler. Ils apprennent à dire mon chéri à leur enfant, ils se sentent reconnus dans leur fonction de père et dans leur autorité".

Abobikrine Diop évoque une diversité d'exemples autour du « comment faire avec son enfant ». "Pour l'un, c'est parce qu'il n'ose plus jouer avec ses filles qui grandissent de peur de les transformer en garçons manqués. Pour un autre, il faut travailler sur le sentiment d'avoir cassé sa famille parce que tout le monde se réfugie derrière des écrans, qu'il a lui-même offerts. De ces cas concrets naissent des échanges entre eux avec l'appui du médecin psychiatre, qui permettent de dire les doutes et les souffrances".

Car comment valoriser son statut de père quand les repères liés aux normes professionnelles partent à vau-l'eau ? "Comment parler d'un travail qui est devenu alimentaire et que j'en suis à mon



Forte participation à l'un des séminaires "La place du père", organisé par le centre socio-culturel Jacques Brel.

cinquième patron en 4 ans ? Que puis-je transmettre alors que je suis perturbé, que je n'ai plus de passion pour mon travail, et que je ne suis pas bien dans ce que je fais..., rapporte l'un d'entre eux". Toute cette souffrance peut s'exprimer là, au milieu d'un groupe d'hommes qui a envie de discuter aussi de la masculinité, des gardes d'enfants en cas de divorce, ou d'autres sujets de société.

"On peut leur expliquer par exemple que l'autorité parentale est permanente et qu'elle existe même quand un couple se sépare". Chaque intervention est acceptée sans jugement, ni discrimination.

Ces hommes ont su créer un véritable réseau grâce au groupe de parole, avec des sorties en VTT, ou au club d'activités nautiques. Ils participent activement désormais aux activités du centre social et doivent rencontrer prochainement le groupe des mères. Beaucoup ne veulent pas s'arrêter là. Des groupes si-

milaires fondés sur ce modèle ont vu le jour dans d'autres villes du pourtour de l'étang de Berre, pour travailler eux aussi sur la parentalité. Puis, pour aller au-delà de leurs questionnements personnels, ces papas ont décidé de créer une charte du « bien vivre ensemble », notamment dans le quartier et de valoriser cette réflexion auprès des bailleurs. "Tout pour eux doit se terminer dans le partage. Ils songent même à créer un site pour faire part de leur expérience". À Port-de-Bouc, ils ont trouvé la place du père. ■

Contact :

Centre social Jacques Brel,
Abobikrine Diop,
Place des Commerces,
Port de Bouc,
Tél. : 04 42 06 59 85,
centresocialbrel@wanadoo.fr

→ “J’aime ma mer”, un projet pédagogique à Antibes

Les élèves de l'école de la Fontonne à Antibes mènent pour la deuxième année un projet de sensibilisation du public à la pollution de la mer par les déchets issus des réseaux pluviaux.

Alpes-Maritimes

Qu'y a-t-il sous la grille de pluvial dans la cours d'école de la Fontonne ?”

Cette question a été le point de départ d'une enquête menée par les enfants de deux classes de CE2 et CM2 de l'école de la Fontonne à Antibes. Un projet pédagogique intitulé « J'aime ma mer », qui a été mis en œuvre durant la période scolaire 2012-2013.

Nous savons que 80 % des pollutions marines ont une origine continentale. Les déchets que l'on retrouve en mer sont très souvent amenés par les réseaux pluviaux (vallons naturels ou artificiels) et débouchent ainsi directement sur le littoral, ou indirectement en se jetant dans les cours d'eau.

Comme l'explique Jérôme Pizzol, du service mer et littoral de la ville d'Antibes : *“issus de ces réseaux, on retrouve papiers d'emballages, canettes, mégots, sans parler des déjections canines emballées ! Ces déchets arrivent dans les réseaux soit par le lessivage ou le nettoyage des rues, soit par les rejets directs dans les grilles des eaux pluviales par des personnes pensant qu'il s'agit d'un réseau d'égout traité. À partir de ce constat, les enfants ont travaillé sur le fonctionnement des réseaux d'assainissement et pluvial, sur l'origine des macro-déchets que l'on retrouve en mer et sur nos plages, sur leurs durées de vie et sur les gestes éco-citoyens pour éviter ces pollutions”.*

Pour cela, ils ont suivi le parcours d'un déchet de leur cours de récréation à la mer (grâce à un test à la fluorescéine).



Ils ont également découvert les richesses naturelles du littoral au travers de visites (musées océanographiques) et réfléchi sur le devenir et la dégradation des déchets.

Stop déchets = mer protégée

Après ces découvertes, afin d'alerter la population sur cette problématique, cinq propositions de message ont été présentées à un jury constitué d'enseignants, d'élus municipaux et de responsables de l'environnement. Le slogan retenu a été « Stop déchets = mer protégée ».

Et lors de la semaine de l'environnement, en mars, un logo accompagné de ce message a été peint au pochoir par les enfants sur les plaques et grilles des réseaux pluviaux du bord de mer. L'objectif était de sensibiliser un public plus large au risque de pollution de la mer par les pluviaux afin de les en-

courager à ne rien rejeter dans ces réseaux.

Parallèlement, des cartes postales sur le sujet ont été mises à disposition dans les lieux fréquentés par le public, les mairies annexes, les offices du tourisme ou les buvettes côtières.

Le projet « J'aime ma mer » se poursuit durant l'année scolaire 2013-2014. Les élèves vont réaliser une vidéo retraçant le parcours d'un déchet de la rue à la mer et son impact. Cet outil à caractère pédagogique permettra de sensibiliser toutes les classes primaires d'Antibes-Juan les Pins mais également le grand public. ■

Contact :

Jérôme Pizzol,
Responsable de l'unité qualité du milieu,
Service Mer & Littoral,
Ville d'Antibes / Juan-les-Pins,
Jerome.Pizzol@ville-antibes.fr



→ L'Université populaire Ventoux revisite le jardinage

L'association de Carpentras œuvre pour l'éducation à l'environnement dès le plus jeune âge. Il s'agit de sensibiliser et de former aux pratiques de jardinage respectueuses de la ressource en eau tous les publics.

L'Université Populaire Ventoux sensibilise au jardinage écologique et à l'éducation à l'environnement depuis 1995. Concrètement pourtant, l'UP Ventoux est née en janvier 2010, de la fusion de deux structures associatives : l'Université Populaire Rurale (UPR) et Jardiniers du Ventoux. Cette association, basée à Carpentras, agit dans les domaines de la formation, de l'insertion par l'activité économique et de l'éducation à l'environnement et au développement durable.

"Nous proposons 6 types d'animations et actions, explique Damien Brunel, ingénieur agronome directeur de l'UP Ventoux, soit une formation et remise à niveau pour les jeunes, une autre de redynamisation du public RSA, et un chantier d'insertion. Nous menons aussi une importante action sur l'éducation à l'environnement auprès des jeunes, la création de DVD pour transmettre des gestes techniques de métiers spécifiques et un secteur de mise en relation de travail saisonnier, Relais travail saisonnier Ventoux".

Des animations dès 18 mois

L'action d'éducation à l'environnement et au développement durable se décline de différentes manières, à tous les âges et pour tous les publics. *"Nous essayons de sensibiliser les enfants dès la crèche jusqu'au lycée, des jeunes dans les centres de loisirs et les adultes, à l'environnement en général, aux divers milieux, à la biodiversité etc. Pour les enfants, nous aidons à la création et à l'entretien*

de jardins dès la crèche, avec des parcelles adaptées. »

Dans le cadre de ce programme, le jardin des Peyrollets propose des animations dès 18 mois, que ce soit sur place ou dans leur propre structure d'accueil. *"Il s'agit d'initier les enfants à la connaissance et au respect de la nature et de l'environnement, de la faune et de la flore, par des activités concrètes d'observation, de manipulation, de création autour d'un jardin".* Ces séances de 45 minutes, proposées avec une animatrice spécialisée, aident au développement de l'enfant dans sa dimension psychocorporelle mais aussi à la découverte de l'environnement ou à l'apprentissage de gestes simples et terriblement efficaces. Subitement, tout devient concret. *"Les enfants apportent parfois chez eux des produits du jardin qu'ils ont fait pousser avec plaisir. Puis ils apprennent l'utilité des animaux. Cela permet de grandir en ayant ces préoccupations en tête, de faire attention à l'utilisation de l'eau par exemple. Les choses deviennent naturelles et vivantes".*

Revisiter le jardinage

Plus largement, toutes ces actions s'inscrivent dans la formation d'un large public, de la petite enfance aux professionnels (enseignants ou fonctionnaires territoriaux) aux pratiques de jardinage respectueuses de la ressource en eau, aux risques directs et indirects sur la santé liés à l'utilisation des pesticides.

L'Université Populaire Ventoux travaille sur le jardin et la santé depuis 1995 et reçoit

de nombreuses demandes à ce sujet. Depuis, de nombreuses problématiques sont apparues avec la qualité de l'eau, des rivières et des nappes dues en partie aux pratiques de jardinage actuelles. Aussi l'association propose de revisiter le jardinage classique. *"On travaille par exemple dans ces jardins, sur l'irrigation, sur les bassins, sur comment recueillir et utiliser cette eau.*

On installe des cuves, des gouttières, pour voir d'où vient l'eau et comment s'en servir. Au fil des actions, ce sont des milliers de personnes qui ont été sensibilisées à cette action et à ce respect de l'environnement".

Il s'agit de réduire l'utilisation de l'eau, de récupérer les eaux de pluie et de mettre en place des techniques pour jardiner sans produits chimiques. *"Il y a chez nous, une vraie sensibilité à l'environnement et la volonté de jardiner sans pesticides, assure encore le directeur de cette association, quelles que soient les circonstances. Au début, on nous a pris pour des fous, et ce ne fut pas facile mais aujourd'hui, on nous demande conseil. Des choses sont passées dans les représentations. Et on*



Photo : Pierre CLOT

note une évolution dans l'utilisation des produits chimiques. Nous travaillons avec le respect du vivant et des différentes chaînes de vie. Les enfants adhèrent très facilement à ça".

On demande fréquemment aujourd'hui l'intervention de l'UP Ventoux pour mettre en place ou régénérer des jardins pédagogiques sur les lieux publics avec comme thème prépondérant la préservation de la ressource en eau et la santé du public. —

Contact :

UP Ventoux, Damien Brunel,
214 boulevard Maréchal Leclerc,
Carpentras,
Tél. : 04 90 61 76 10,
contact@upventoux.org

Personnes vieillissantes/handicapées

→ La dénutrition du jeune senior au cœur de l'action

Le CooMaid, à Manosque propose des ateliers « cuisine et alimentation » pour lutter contre la dénutrition du jeune senior. Cela permet de maintenir ces personnes âgées en bonne santé.

Alpes de Haute-Provence

L'association CooMaid, qui est une association de coordination de maintien à domicile, a été labellisée CLIC, Centre local d'information et de coordination gérontologique, en 2001.

Ce CLIC permet un accueil gratuit des personnes âgées et de leurs familles mais aussi des professionnels qui peuvent être en relation avec elles, et propose une écoute, des conseils et une orientation si nécessaire. Le CooMaid a pu constater, au cours de ses missions menées dans le quotidien des personnes âgées sur le territoire sud des Alpes de Haute-Provence, une vraie perte d'intérêt pour la nourriture. C'est aussi le cas de ses réseaux de partenaires, des services d'aide à domicile ou des médecins traitants. *"Ce qui nous importe, explique Florence Del Giacco, coordinatrice de la structure, c'est de favoriser le maintien en bonne santé de la personne qui avance en âge en l'aidant à maintenir une qualité de vie"*.

L'association a donc proposé une action de prévention de la sarcopénie dans le cadre d'un appel à projet de l'ARS, qui est un syndrome gériatrique se caractérisant dans un premier temps par une fonte de la masse musculaire, liée à l'âge, associée à la détérioration de la force musculaire et des performances physiques. *"Tout ceci est aussi lié à l'activité physique et aux habitudes alimentaires et a des conséquences sur la qualité de vie, et sur la santé en général"*.

Les assistantes sociales qui travaillent dans la structure au-

près des « jeunes » seniors de 55 à 74 ans, au tout début de leur retraite, ont pu repérer quelques problèmes nutritionnels et proposer une action pour y remédier. *"Nous avons axé cette action sur la dénutrition du jeune senior, sur l'envie de manger. Car souvent la rupture avec l'activité professionnelle implique des changements, la rupture avec le rythme de la vie active, des revenus en baisse etc"*.

Information, sensibilisation et ateliers de cuisine

Perte de revenus signifie parfois entrée dans la précarité avec les conséquences que cela implique sur la malnutrition. *"Il est important de prévenir cette malnutrition en acquérant assez vite des bases nouvelles de gestion de l'alimentation"*.

Ce passage à la retraite correspond souvent à un changement d'habitudes significatif, autour des repas, pris plus souvent à la maison, avec un équilibre alimentaire quelquefois défaillant. À cela peut aussi s'ajouter une plus grande sédentarité, qui a un effet boomerang sur la sarcopénie. *"Nous avons donc décidé de travailler sur l'envie de cuisiner, avec des produits de saison, explique encore Florence Del Giacco, et de mettre en place divers ateliers"*.

Cette action a été initiée en octobre 2013, avec deux groupes de 15 personnes qui participent



à ces ateliers. Elle a débuté par une réunion d'information générale avec un médecin de Manosque. Puis, deux fois par mois, des ateliers ont été initiés et conduits par divers partenaires : des diététiciennes du CoDES, une animatrice de la maison de retraite Saint-André et une conseillère en économie sociale et familiale de La Fourmi gourmande, ou encore l'épicerie solidaire de Manosque.

"Dans ces ateliers, il est question d'information, de sensibilisation. Après un bilan effectué sur leurs habitudes alimentaires, il est proposé à chacun de travailler sur la consommation, d'apprendre à lire des étiquettes, de découvrir les produits cachés et de proposer des menus autour d'un petit déjeuner par exemple ou d'un goûter. Cela permet de travailler aussi sur la convivialité".

Début 2014, les personnes sont invitées à choisir des menus qui seront cuisinés au cours des séances suivantes. *"Les repas seront partagés ensemble"*.

Les seniors engagés dans cette action aiment l'ambiance conviviale qui participe aussi à sortir certains de l'isolement. Devant le succès de cette animation, une deuxième session devrait être proposée au printemps. ■

Contact :

CooMaid,
45 avenue Jean Giono,
Maison de retraite Saint-André,
Manosque,
Tél. : 04 92 77 49 54
asso.coomaid@orange.fr



Parcours



André Aoun, Président du Conseil d'administration de l'INPES

Prenant la suite de Jean-Louis San Marco et Bertrand Garros, André Aoun a été nommé Président du Conseil d'administration de l'INPES fin juin 2013.

Son parcours, alternant secteurs public et privé, régional ou international, lui confère une vision globale des diverses facettes des problématiques de santé des populations et des modes d'action différents selon les espaces d'intervention.

Toujours en quête d'élargir son angle de vue en termes de promotion de la santé, il se réjouit d'avoir rejoint l'INPES.

"Mon mandat de Président n'est pas une fonction exécutive, souligne André Aoun. Il s'agit, avec le Conseil d'administration, de susciter une action, d'accompagner une politique et sa mise en œuvre, en lien avec d'autres secteurs connexes. Cette structure a un rôle de synergie, d'impulsion, et j'entends apporter à ses équipes le plus large éventail d'expertises, faire émerger et mettre en relation un maximum de points de vue".

Si le contexte de contraintes budgétaires est particulièrement difficile actuellement, André Aoun, déterminé et combatif, ne renonce pas à trouver les moyens de mener à bien, au mieux, toutes les actions nécessaires autour des thématiques majeures que sont la lutte contre le tabagisme et les addictions, et la promotion d'une bonne nutrition, en prenant en compte, au plus près, les besoins des populations, les inégalités d'accès à la santé, y compris dans la capacité à recevoir les messages de prévention, autant d'aspects que l'on évalue de plus en plus finement.

"J'ai la volonté de renforcer le rôle de pôle de référence et d'expertise de l'INPES, ajoute-t-il. Dans un contexte de tension ressentie par les citoyens, il faut démultiplier nos savoir-faire face aux problèmes de précarité et de vieillissement, et ce en nous appuyant sur les agences régionales qui détiennent la connaissance des besoins locaux".

Nul doute que la ténacité et la force de conviction de l'humaniste André Aoun trouveront un écho favorable pour renforcer les efforts de prévention et d'accompagnement des populations les plus vulnérables...

Né à Beyrouth, il y mène ses études de droit. Puis intègre l'École nationale de la santé publique de Rennes (ENSP). Il débute sa carrière hospitalière au Centre d'ophtalmologie des Quinze-Vingt, à Paris et rejoint ensuite le Syndicat interhospitalier de la région Ile-de-France.

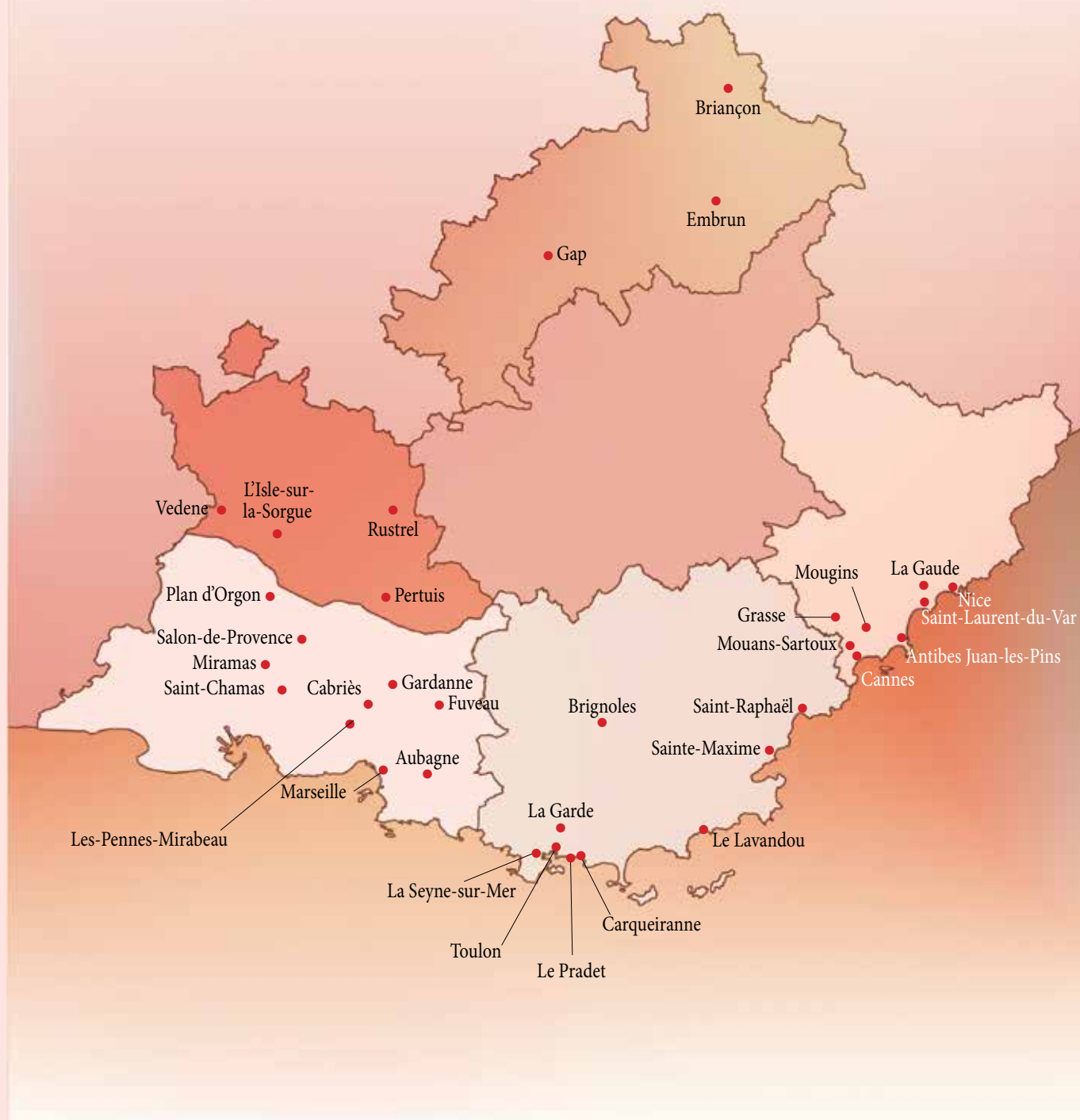
En 1983, André Aoun retourne à Beyrouth comme directeur général de l'Hôtel-Dieu de France, centre hospitalier de l'Université Saint-Joseph, dont il conduit la modernisation et l'extension dans un contexte de guerre. Il prend ensuite des fonctions à la Croix-Rouge française où il est chargé d'abord de la direction des opérations internationales avant de devenir directeur des établissements et de la formation.

À partir de 2003, il est nommé directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation (ARH) d'Alsace, jusqu'à la création, début avril 2010, des Agences régionales de santé. Il rejoint alors l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) en tant que conseiller général des établissements de santé. En novembre 2011, il prend la direction générale de la Fondation Caisses d'Épargne pour la Solidarité.



Les villes actives PNNS de la région PACA

Les Villes actives PNNS sont des villes et communautés de communes qui ont pour objectif la mise en œuvre d'actions ou programmes en cohérence avec le Programme National Nutrition Santé. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, 34 villes adhèrent à la charte «Ville active du PNNS» et agissent de concert pour mettre en œuvre les recommandations du PNNS sur leur territoire.



Actualités

► Des formations sur la qualité de l'air

La qualité de l'air fait l'objet de 4 journées de formation actuellement proposées en PACA par le CRES et le Graine.

Ces modules s'adressent aux acteurs de l'environnement et à ceux de la santé afin de les former à des sujets qui évoluent rapidement, et de les outiller pour intervenir sur ces problématiques.

La formation sur la qualité de l'air intérieur s'est déroulée les 5 et 10 décembre dernier et a attiré 23 personnes, un public composé à la fois d'éducateurs à l'environnement ou au développement durable, et de professionnels de santé. Après une première journée consacrée aux apports théoriques, notamment sur les polluants et particules de l'air intérieur, les principes de ventilation, l'évolution des allergies... la deuxième journée a permis aux participants d'échanger sur leurs pratiques et de découvrir des outils pédagogiques, comme « Air(e) de jeux » (Ireps de Belfort), « L'air malin » (ARS Lorraine), ou la « Maison du bon air » (FNE PACA). Les participants ont salué la qualité des intervenants, Pr Denis Charpin de la clinique des bronches de l'hôpital Nord, Pr Frédérique Grimaldi de la Faculté de pharmacie de Marseille, Sabine Roumec du CETE méditerranée, Rachel Felipo, conseillère habitat santé.

La prochaine session, les 5 et 6 février 2014, portera cette fois sur la qualité de l'air extérieur et la pollution atmosphérique, avec des interventions sur les principaux polluants chimiques, les impacts en région, les plans de protection de l'atmosphère (PPA), les maladies chroniques associées...

Ces formations sont proposées dans le cadre du Plan régional santé environnement (enjeu « connaissances ») et financées par l'ARS PACA.

Contact : Elodie Pétard, elodie.petard@cres-paca.org



► La légion d'honneur de Nicole Darmon

Nicole Darmon, directrice de recherche à l'INRA UMR Nutrition, obésité et risque thrombotique, s'est vu remettre les insignes de chevalier de la Légion d'Honneur le 31 octobre dernier à la faculté de médecine de la Timone. Très émue, elle a été décorée par Ambroise Martin, ancien professeur de nutrition de la faculté de médecine de Lyon-Est, en présence de Valérie Boyer,

députée des Bouches-du-Rhône et adjointe au Maire. Une distinction qui couronne un engagement de 30 ans en faveur de la recherche publique et de l'épidémiologie en nutrition.



Espace CRES

Le pôle régional de compétences en éducation et promotion de la santé

Le pôle reconduit par l'INPES en 2014

La convention pour le pôle régional de compétences en éducation et promotion de la santé entre le CRES et l'INPES a été reconduite pour l'année 2014.

Le CRES coordonne l'activité du pôle qui est quant à elle mise en œuvre par les six CoDES de la région et les partenaires du réseau.

L'offre de services du pôle s'articulera en 2014 autour de cinq axes :

- Un centre de ressources et un appui documentaire
- Le conseil méthodologique
- L'offre de formations
- L'appui à la programmation et à la mise en œuvre des orientations régionales
- Les échanges de pratiques

Le pôle de compétences s'adresse aux acteurs de l'éducation, du sanitaire et du social de la région. Il propose des actions de formation (voir ci-dessous), des temps de découverte d'outils et de techniques d'animation, de l'accompagnement méthodologique et stratégique auprès des acteurs de terrain, des institutionnels et des décideurs, mais aussi des espaces de rencontres et d'échanges entre professionnels (comme les journées départementales organisées chaque année par les CoDES ou les thés santé du CRES, dont le dernier a porté sur "promotion de la santé et santé au travail" le 10 février dernier).

De nouvelles formations cette année

Plus de 80 modules de formation sont proposés cette année par le pôle de compétences dans son catalogue 2014.

À noter les nouveautés suivantes : une formation sur la prise en compte des inégalités sociales et de santé dans un programme de promotion de la santé (22 et 23 septembre 2014), l'évaluation d'impact en santé (16 et 17 octobre), ou encore l'étape incontournable du diagnostic et de l'analyse de situation en promotion de la santé (en mai, juin et novembre dans les différents départements).

Le catalogue complet des formations 2014 est disponible sur le site www.cres-paca.org.

Outil pédagogique

Légumady

Ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt, UNILET, INTERFEL (et al.) – Labège : Abeilles éditions, 2012



La mallette pédagogique Légumady permet de réaliser des animations sensorielles autour du légume sous toutes ses formes (frais, cru, cuit, préparé, surgelé, en conserve), en préservant une approche ludique, conviviale et participative.

Elle a pour objectif de faire découvrir ou redécouvrir les légumes à travers les sens et l'imaginaire, déveiller la curiosité du participant sur les différentes textures, formes, saveurs et sur les différentes façons de déguster les légumes ; de montrer en quoi les sens participent à la détermination des choix et des actes alimentaires ; et de donner l'envie de cuisiner simplement et de partager.

L'outil s'adresse à tous publics, en particulier les enfants mais il pourra intéresser les animateurs de maisons de retraite, les enseignants, les parents soucieux de l'alimentation de leurs enfants et tous ceux qui ont envie de redécouvrir le plaisir de manger des légumes.

Il comprend :

- un guide de l'animateur
- un livret documentaire "L'esprit de l'animation sensorielle autour du légume"
- un guide de l'utilisateur
- des baguettes chinoises, une ficelle, des boîtes d'odeur, des boudruches, des entonnoirs, un tuyau, des colorants alimentaires,
- un CD audio de bruits, 2 pions, des fiches d'animation, 2 photo-expression, un plateau de jeu, des cartes de jeu et une loupe.

À noter que les CoDES des Hautes-Alpes, du Var et du Vaucluse organisent en 2014 des ateliers de présentation de cet outil (voir le catalogue de formations 2014 sur le site www.cres-paca.org).

En savoir plus :

www.abelles-communication.com/fr/references/unilet-legumady
www.alimentation.gouv.fr/jeu-enfant-legumady



BULLETIN D'ADHÉSION au CRES PACA

☐ À titre individuel

☐ Au titre de votre organisme

☐ Adhésion au tarif de 15 euros

Nom :

Règlement par chèque bancaire à l'ordre du CRES PACA à adresser par courrier, CRES PACA, 178 Cours Lieutaud, 13006 Marseille.

Prénom :

Une attestation d'adhésion vous sera délivrée dès réception du règlement et de ce bulletin.

Organisme :

Date :

Adresse :

Signature :

Tél.

E-mail :

Espace CRES

Documentation : L'éducation pour la santé

Voici une sélection d'ouvrages disponibles au CRES PACA sur ce thème.

- ❖ 25 ans d'histoire : les retombées de la Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé dans divers pays francophones

LANNES Lisandra,
LANNES Ysaline

Référence : REFIPS, 2012, 97 p.

La Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé, adoptée en 1986, pose les "conditions préalables" ainsi qu'un ensemble de "perspectives favorables à la santé". Le but de cet ouvrage est de susciter une réflexion d'ensemble sur l'évolution de l'influence de la Charte sur la pratique de santé publique au cours des 25 dernières années et d'en envisager une meilleure utilisation future.

www.refips.org/files/international/Retombeescharteottawa_vf.pdf



- ❖ Glossaire éducation pour la santé, promotion de la santé et santé publique à destination de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur

LHOURS Gaëlle

Référence : CRES Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2011-02, 33 p.

Ce glossaire a été élaboré en vue d'outiller le groupe technique du Programme régional de santé de l'ARS PACA. Il propose une base commune de vocabulaire du champ de l'éducation pour la santé, la promotion de la santé, la santé publique et l'organisation territoriale des politiques de santé (52 termes).

www.cres-paca.org/autres/newsletter/archives/51/images_51/glossaire.pdf



- ❖ Référentiel de compétences en éducation pour la santé Comité consultatif pour l'élaboration des programmes de formation en éducation pour la santé

Référence : INPES, 2013-03, 98 p.

Ce référentiel est destiné à offrir un cadre de référence contribuant notamment à définir et à structurer les enseignements en éducation pour la santé pour les professionnels de la santé, du social et de l'éducation. Il ne porte pas sur un « emploi », mais bien sur les compétences et activités en EPS partagées par un vaste ensemble de métiers de niveaux de formation différents (du CAP au 3^{ème} cycle universitaire). Il a été élaboré à partir d'une méthodologie éprouvée basée sur l'analyse de l'activité d'un échantillon significatif d'acteurs de terrain et complétée de l'avis des membres du Comité consultatif ainsi que des remarques d'intervenants en éducation pour la santé, de professionnels...

www.inpes.sante.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1453.pdf



- ❖ Démarche qualité pour les associations intervenant en promotion de la santé

HAMEL Emmanuelle, BODET Emilie, MOQUET Marie-José

Référence : INPES, 2012, 114 p.

Ce document à destination des acteurs associatifs, des formateurs, des conseillers en méthodologie et des acteurs institutionnels, commence par détailler les spécificités de l'organisation et de l'action associative. Il aborde ensuite les notions de prévention, d'éducation pour la santé et de promotion de la santé. Il permet de décrire et de définir le champ concerné par le projet de façon générale voire théorique. Il explicite également les définitions et concepts liés à la qualité : qualité, démarche qualité, certification, labellisation, etc. Pour finir, il expose la démarche qualité en promotion de la santé.

www.inpes.sante.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1450.pdf



- ❖ Comment améliorer la qualité de vos actions en promotion de la santé ? Guide d'autoévaluation construit par et pour des associations

HAMEL Emmanuelle

Référence : INPES, 2009, 40 p.

Ce guide d'autoévaluation, spécialement conçu pour les actions en promotion de la santé menées par les associations, est adapté à la culture et à l'environnement associatifs. Il propose une autoévaluation de la qualité à partir des processus et des pratiques. La version proposée ici est la version intégrale du guide qui rassemble les éléments explicatifs de la démarche (introduction à la qualité, glossaire, bibliographie) et les différents supports proposés pour l'autoévaluation.

www.inpes.sante.fr/guide-autoevaluation-qualite/pdf/Guide-qualite-version-integrale.pdf



- ❖ L'éducation pour la santé et la promotion de la santé... au service des acteurs de terrain, des élus et des décideurs

VERGNORY Sonia

Référence : CRES Bretagne, 2009-04, 20 p.

Ce document s'inscrit dans la volonté de contribuer au développement de la promotion et de l'éducation pour la santé en concevant et en diffusant des supports visant à partager avec les acteurs d'une région les connaissances disponibles dans ce champ. Une première partie pose les fondamentaux de l'éducation et de la promotion de la santé. Viennent ensuite trois textes s'adressant successivement à l'acteur de terrain, à l'élu et au décideur.

www.cresbretagne.fr/fichiers_attaches/concepts2009.pdf



- ❖ Éducation pour la santé. Guide pratique pour les projets de santé

GUEGUEN Juliette, FAUVEL Guillaume, LUHMANN Niklas (et al.)

Référence : Médecins du Monde, 2010-06, 50 p.

L'objet de ce guide est de présenter quelques concepts clés en éducation pour la santé, et d'offrir une base commune en termes de vocabulaire, d'objectifs, de recommandations pratiques et de méthodes aux différents coordinateurs sur le terrain. Il est constitué de cinq chapitres : la présentation des principaux concepts ; la méthodologie de projet ; les principaux outils utilisés ; des exemples de messages à transmettre et des ressources complémentaires ; des supports de sensibilisation.

www.mdm-scd.org/media/01/00/662164303.pdf



- ❖ Agir pour la promotion de la santé. Une politique ouverte à l'innovation ?

CHERUBINI Bernard, ROMATET Jean-Jacques, JABOT Françoise (et al.)

Référence : Erès, 2011, 222 p.

L'OMS donne une définition de la promotion de la santé qui intègre la personne dans la démarche de gestion et d'amélioration de sa santé. La France introduit ce concept dans les textes officiels de la loi du 4 mars 2002 et du 29 juillet 2009. Cet ouvrage a pour but de faciliter la compréhension des actions de terrain relevant de la promotion de la santé intégrée aux démarches locales de santé. Les auteurs croisent les expériences émanant des professionnels en charge de l'application des politiques publiques de santé.



- ❖ Concevoir des outils de communication en éducation pour la santé

Référence : IREPS Franche-Comté, 2012-04, 128 p.

Ce dossier documentaire a été conçu dans le cadre d'une formation organisée par l'IREPS Franche-Comté à destination des coordinatrices des Maisons de santé de la région. L'objectif de cette formation est d'aider les professionnels à élaborer des outils de communication en éducation pour la santé. Le dossier documentaire est accessible en ligne.

www.pole-de-competences.ireps-fc.fr/ressources-doc/les-produits-documentaires/397-concevoir-des-outils-de-communication-en-epsps-2012



Contacts : Ces ouvrages et articles sont disponibles auprès des documentalistes du CRES PACA : Nathalie Cornec, Gaëlle Lhours, Stéphanie Marchais,
Tél. 04 91 36 56 95 - mail : cres-paca@cres-paca.org
Accueil du public du lundi au vendredi de 13h00 à 17h00.

Les écrits

Opticourses, un projet de recherche interventionnelle pour réduire les inégalités sociales de santé dans les quartiers nord de Marseille

Un article de A. Lesturgeon, C. Dubois, H. Gaigi, MS Gaubard, A. Maidon, N. Darmon, membres de l'équipe d'Opticourses au sein de l'UMR NORT à la faculté de médecine de la Timone à Marseille.

La recherche au service de la prévention nutritionnelle

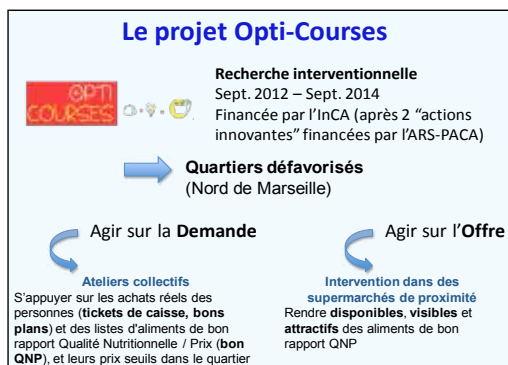
Lors de précédentes recherches, notre équipe a constaté que les aliments les moins chers sont souvent les plus caloriques et les moins riches en nutriments essentiels^[1], rendant plus difficile la réalisation de l'équilibre nutritionnel pour une personne soumise à de fortes contraintes budgétaires^[2]. Mais, en mettant en œuvre des approches de modélisation de rations alimentaires, nous avons aussi montré qu'il était possible de constituer un panier équilibré avec un budget modeste (supérieur à 3,5€ par jour et par personne^[3]), à condition de consommer préférentiellement des aliments de bon rapport qualité nutritionnelle/prix. Si l'on en croit ces travaux théoriques, ce serait donc plus difficile, mais pas impossible, de manger équilibré avec un petit budget, mais est-ce bien réaliste et comment passer de la théorie à la pratique ? Pour le savoir, le **projet Opticourses** a été lancé en 2012 dans les quartiers nord de Marseille (www.opticourses.fr). Financé pour 2 ans par l'Institut National du Cancer (INCA) après deux actions innovantes financées par l'ARS PACA, Opticourses a pour objectif de réduire les inégalités sociales de santé liées à l'alimentation.

Pourquoi avoir choisi les quartiers Nord de Marseille ?

La situation sociale y est très dégradée : ce sont des quartiers ciblés par les dispositifs CUCS (Contrats Urbains de Cohésion Sociale) car dans ces quartiers il y a de très faibles revenus, une forte dépendance financière aux prestations CAF, une surreprésentation des personnes couvertes par un dispositif de lutte contre la pauvreté et des personnes couvertes par la CMUC. Les problèmes de mobilité et d'approvisionnement y sont plus aigus qu'ailleurs : les temps de déplacements vers le reste de la ville sont importants. Éloigné du centre-ville, ce secteur connaît une certaine déficience de services et commerces de proximité.

Le projet Opticourses vise à **améliorer le rapport qualité nutritionnelle / prix (rapport QNP) des achats alimentaires de personnes déclarant devoir faire face à des difficultés financières**.

Reprenant un des grands principes du Programme National Nutrition Santé, le projet part du principe que, pour modifier favorablement et durablement les consommations alimentaires, il faut agir à la fois sur la demande et sur l'offre (voir figure). Le **volet "demande"** du projet s'appuie sur des ateliers participatifs, et le **volet "offre"** s'appuie sur une intervention de marketing social dans des magasins des quartiers concernés.



Agir sur la demande à travers des ateliers participatifs

Afin d'augmenter la demande pour les aliments de bon rapport QNP, des ateliers (5 séances de 2 heures) ont été mis en place dans différentes structures implantées dans des quartiers nord de Marseille. Au cours de la première année du projet, une centaine de personnes ont participé à ces ateliers dans une dizaine de structures (centres sociaux, centre d'examen de santé etc.).

Les ateliers s'appuient sur les achats réels des personnes et notamment sur leurs tickets de caisse, qu'il leur est demandé de consigner pendant un mois, dans un carnet d'achats alimentaires.

Au cours des 5 séances, les tickets de caisse sont utilisés comme outils :

- **Pour l'intervention** : participants et intervenants échangent et discutent autour de tickets apportés par les uns et les autres, ou de tickets "exemple",
- **Pour le diagnostic** : une analyse nutritionnelle et financière des achats du mois est réalisée par l'équipe de recherche et communiquée à chaque participant,
- **Pour le conseil** : sur la base de cette analyse, un objectif d'amélioration est négocié avec chaque participant.



Le partage d'expériences et de stratégies pour acheter à petit prix est un des objectifs de ces ateliers. Par exemple, le groupe des viandes et poissons pèse lourd dans le budget alimentaire d'un foyer. Plusieurs solutions émergent pour tenter de diminuer le poids budgétaire de ce groupe : diminuer les portions, acheter des viandes de meilleur rapport QNP (volaille plutôt que viande rouge par exemple). Les participants s'échangent des bons plans, certains connaissant des lieux d'achat permettant d'avoir des prix défiant toute concurrence (le marché aux puces, les magasins de déstockage, le marché du Vieux Port en fin de matinée etc.). Sont également employées par les personnes ayant un petit budget, certaines stratégies comme les achats groupés puis partagés et stockés (congélation du frais notamment), l'utilisation des promotions etc.

Sur la base d'allers-retours entre recherche et terrain, des outils concrets ont été créés et mis à disposition des participants aux ateliers. C'est le cas par exemple de l'outil appelé "prix seuil", qui a été développé par l'équipe en adaptant une approche initialement théorique^[4] au cas concret de personnes faisant leur courses avec un petit budget^[5]. Cet outil est un petit livret au format carte de visite (voir ci-contre). Les aliments qui y sont présentés ont tous une bonne qualité nutritionnelle. Ils sont chacun accompagnés d'un prix dit "prix seuil". C'est-à-dire qu'en dessous de ce prix seuil, cet aliment, en plus d'être de bonne qualité nutritionnelle, a aussi un bon rapport QNP. Ainsi, si le prix affiché dans le magasin est en dessous du prix seuil pour un aliment donné, c'est une bonne affaire !





Par exemple, le prix seuil du poivron est de 1,85€/kg. Ainsi, si le prix du poivron en magasin est en-dessous de ce prix seuil, c'est une bonne affaire car il est non seulement bon pour la santé mais aussi bon marché. Toutefois, si son prix affiché dépasse 1,85€ kg, il n'est pas déconseillé de l'acheter car il a une bonne qualité nutritionnelle. **«Le jeu de la dégustation»** est proposé aux participants. Il est réalisé en groupe. Leur sont proposés successivement plusieurs produits alimentaires, chacun décliné en trois versions : une marque discount, une marque de distributeur et une marque nationale. Des analyses nutritionnelles basées sur l'étiquetage (apports nutritionnels et ingrédients) ont été réalisées sur les produits proposés à la dégustation. Quelle que soit leur marque, ces produits ont des qualités nutritionnelles similaires.

Des séances de dégustations à l'aveugle sont proposées lors des ateliers sur des aliments simples (pain de mie, jus d'orange, emmental etc.), de même dénomination de vente et de qualité nutritionnelle similaire mais de prix et de marque différents (une marque discount, une marque de distributeur, et une marque nationale). Pour chaque type de produit, les trois versions sont identifiées par une lettre "A", "B" et "C" (changeant pour chaque produit). Seul un des animateurs prépare les échantillons et sait à quel produit est attribuée la lettre A, B ou C. L'autre animateur invite les participants à tester les produits en aveugle et recense leurs impressions. Chacun s'exprime sur ses préférences gustatives. Les résultats sont souvent surprenants : certains produits sont très proches sur le plan gustatif et, certains premiers prix sont unanimement préférés des dégustateurs. Au final, la supériorité des marques est remise en question, de même que l'idée reçue selon laquelle *"si c'est cher, c'est que c'est meilleur"*.

L'impact de la participation aux ateliers sur les comportements d'achats alimentaires est évalué grâce à une méthode innovante : **l'économie expérimentale**. Les comportements d'achat des participants aux ateliers sont observés en situation expérimentale contrôlée mais réaliste et proches de la situation d'achat réelle. Sous forme d'un jeu, chaque participant doit composer un caddie alimentaire pour sa famille pour les 2 jours qui suivent. Pour cela, il dispose d'un catalogue de 250 références d'aliments, une sorte de magasin virtuel. Une technique spécifique à l'économie expérimentale permet d'inciter les personnes à révéler leurs vraies préférences : ils sont informés qu'ils recevront un bon d'achat s'ils reviennent à la séance suivante avec un ticket de caisse prouvant qu'ils ont réellement acheté des aliments qu'ils ont sélectionné dans leur panier virtuel. Pour mesurer l'impact des ateliers, ce petit jeu est ainsi réalisé deux fois : avant et après les ateliers.

Agir sur l'offre grâce au marketing social

L'équipe de recherche intervient également dans **deux magasins discounts (DIA La Viste et DIA Saint-Antoine)** des quartiers nord afin d'agir sur l'offre alimentaire. En collaboration avec l'agence Link Up, spécialiste en **marketing social**, une campagne de promotion des aliments de bon rapport QNP vient d'être mise en place. Cette **campagne à visée de santé publique** a pour objectif de rendre visibles, disponibles et attractifs ces aliments.



De janvier à juin 2014, des aliments de bon QNP sélectionnés par l'équipe de recherche sont mis en avant dans les rayons des deux magasins. Les consommateurs peuvent les repérer grâce à un logo, le logo «TOP», accompagné de la phrase «Des produits sources de nutriments et pas chers. Ça c'est TOP ! » Le logo est apposé sur les rayonnages devant chaque aliment TOP. La campagne de marketing s'appuie aussi sur des affiches, des dépliants et des recettes de cuisine. Des animations et des mises en valeur en tête de gondole sont aussi prévues autour d'aliments-vedettes. Les poissons en conserve sont les premiers à être mis à l'honneur. Les consommateurs peuvent découvrir les aliments TOP dans les flyers mis à disposition à travers des explications nutritionnelles, des trucs et astuces pour savoir les cuisiner, des recettes simples et peu chères (moins d'1 € par personne) intégrant ces aliments de bon QNP (rillettes de sardines, pâtes au thon etc.) et la sélection TOP des aliments de bon QNP présents dans le magasin.



Notre hypothèse est que **cette intervention induira un changement des représentations sur ces aliments**, qui lui-même modifiera des achats. Le changement des représentations sera estimé par une étude qualitative et le changement des achats sera évalué par une analyse statistique des ventes avant pendant et après l'action, dans les magasins expérimentaux et dans des magasins témoins.

En conclusion

Opticourses est un projet de **recherche interventionnelle, qui s'appuie sur une démarche participative et territoriale. Cette recherche pluridisciplinaire mobilise des compétences en nutrition, diététique et santé publique, mais aussi en économie, géographie de la santé, sociologie et marketing social**. Les concepts issus de la recherche servent de base pour co-construire, avec le public cible et l'ensemble des acteurs impliqués dans le projet, des protocoles d'intervention et d'évaluation et des outils pédagogiques adaptés. Inversement, les informations recueillies au cours du projet serviront à l'avancée des connaissances dans les différents domaines couverts par le projet, et notamment en nutrition et santé publique. ■



Références bibliographiques

- [1] Maillot M., Darmon N., Darmon M., Lafay L., Drewnowski A. - Nutrient-Dense Food Groups Have High Energy Costs: An Econometric Approach to Nutrient Profiling. *J Nutr*, 2007, 137, 1815-1820.
- [2] Darmon N., Drewnowski A. - Does social class predict diet quality? *Am J Clin Nutr*, 2008, 87, 1107-1117.
- [3] Darmon N. - Manger équilibré malgré la précarité [Balanced diet in spite of precarious conditions?]. *Soins.*, 2010, S10-S12
- [4] Maillot M., Ferguson E.L., Drewnowski A., Darmon N. - Nutrient profiling can help identify foods of good nutritional quality for their price: a validation study with linear programming. *J Nutr*, 2008, 138, 1107-1113.
- [5] Dubois, C., Gaubard, M. S., and Darmon, N. Identification des aliments de bon rapport qualité nutritionnelle-prix pour le projet de recherche interventionnelle OPTICOURSES. Journées Francophones de Nutrition, Bordeaux. 11-13 Décembre 2013, poster. 2013.

Agenda

Rencontres

■ Rencontres de l'Institut national du cancer 4 février 2014, Paris

5^{ème} édition des Rencontres de l'INCA, en présence de François Hollande, qui y présentera le nouveau Plan Cancer.

La matinée sera consacrée aux collaborations internationales en matière de recherche et aux politiques de santé publique menées notamment dans le champ de la prévention dans différents pays. La journée se poursuivra autour de la question de la démocratie sanitaire puis l'analyse des enjeux économiques, professionnels et éthiques du cancer.

Lieu : Maison de la Mutualité,
24 rue Saint-Victor, Paris

Renseignements :

INCA, rencontres2014@institutcancer.fr

www.e-cancer.fr/rencontres-de-linstitut-national-du-cancer/presentation

■ Rencontres régionales HAS 6 février 2014, Marseille

La Haute Autorité de Santé organise une rencontre interrégionale afin d'échanger avec les professionnels de santé et ses partenaires des régions Corse, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur sur des thèmes les mobilisant : sécurité du patient, parcours de soins, conditions de mise en oeuvre des recommandations sur la pertinence des soins et des actes, la HAS à la rencontre des représentants des associations de patients et d'usagers, actualités de la certification.

Lieu : World Trade Center Marseille

Renseignements : HAS, Tél. 01 70 15 44 72

www.rencontresmarseille-has2014.evenium.com/site/rencontres-regionales-has-marseille;jsessionid=baBRkXJeMVdw2-qB03z6YKgn.gl1

Colloque

■ 18^{èmes} Journées nationales de prévention du suicide : "Prévenir le suicide chez la personne âgée à domicile"

5 février 2014, Nice

Colloque destiné aux professionnels organisé par le CoDES des Alpes-Maritimes.

Au programme : les facteurs de risque suicidaire de la personne âgée, repérage des fragilités chez la personne âgée, repérage de la crise suicidaire, crise suicidaire : quelles ressources mobilisables ?

Lieu : Hôpital l'Archet 2, Amphithéâtre niveau - 3, Nice

Renseignements CoDES 06 - Tél. 04 93 18 80 78
www.codes06.org/5-agenda.php

Congrès

■ Congrès santé éducation - Travailler ensemble en éducation thérapeutique

13 février 2014, Paris

Renseignements :

AFDET, Paris

Tél. : 01 40 21 60 74

afdet@afdet.net

www.afdet.net

Journées

■ Sexualité, cultures et religions... :

Journée d'échanges et de pratiques professionnelles autour de l'éducation à la sexualité

14 février 2014, Martigues

Cette journée a pour objet d'aider à comprendre et à être éclairé, afin de mieux accompagner les publics dans leurs systèmes de valeurs et leurs choix.

Lieu : Hôtel de Ville de Martigues.

Entrée Libre - Inscription obligatoire auprès du RSOEB.

Renseignements :

RSOEB, Tél. : 04 42 44 11 62

rsueb@wanadoo.fr

www.rsueb.org

Programme :

www.rsueb.org/downloads/2014/PRGM140214.pdf

■ Journées de la prévention de l'INPES

Du 3 au 5 juin 2014, Paris

Avec 4 sessions, 6 ateliers et un colloque scientifique, les Journées 2014 permettront à chacun de trouver la thématique qui l'intéresse : compétences psycho-sociales chez les enfants et les jeunes, tabac et jeunes, santé mentale, promotion de la santé en milieu pénitentiaire ou encore vaccination.

Pré-programme :

www.journees-prevention.inpes.fr/accueil

■ La promotion de la santé et le Web 2.0, parlons-en !

18 mars 2014, Bruxelles

LASBL Question Santé, forte de son expertise en communication et de son expérience en gestion de sites Internet, pages Facebook et autres médias numériques, organise une journée de réflexion et d'échanges concrets sur la place de la prévention et de la promotion de la santé sur le web.

Renseignements :

Question Santé asbl, Bruxelles

question.sante@skynet.be

<http://us3.campaign-archive2.com/>

Priorités Santé

Bulletin d'information
du Comité Régional d'Éducation pour la Santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur
178 Cours Lieutaud - 13006 Marseille

Directeur de la publication

Professeur Jean-Marc GARNIER, Président

Rédacteur en chef

Zeina MANSOUR, Directrice

Rédaction

Lisbeth FLEUR

Responsable de la communication, CRES PACA

Hélène FOXONET et Pascal HUBY

Journalistes

Conception graphique

Studio CARGO - Toulon (83)

Impression

Imprimerie ZIMMERMAN, Villeneuve-Loubet (06)

Tirage : 8 000 exemplaires

N° 38 - Sept./Oct./Nov./Déc. 2013

Périodicité : 3 numéros par an

N°ISSN : 1628-2884

Date du dépôt légal : 28 juin 2004

Pour recevoir gratuitement Priorités Santé,
Merci d'indiquer vos coordonnées postales
par mail :

cres-paca@cres-paca.org

ou par téléphone : 04 91 36 56 95

CRES PACA

178, Cours Lieutaud, 13006 MARSEILLE
Tél. : 04 91 36 56 95 - Fax : 04 91 36 56 99

Email : cres-paca@cres-paca.org

Site : www.cres-paca.org

Codes 04

42, bd Victor Hugo, 04000 DIGNE-LES-BAINS
Tél. : 04 92 32 61 69 - Fax : 04 92 32 61 72
Email : codes.ahp@wanadoo.fr

Site : www.codes04.org

Codes 05

1, place du Champsaur, Les lavandes, 05000 GAP
Tél. : 04 92 53 58 72 - Fax : 04 92 53 36 27

Email : codes-05@wanadoo.fr

Site : www.codes05.org

Codes 06

27 bd Paul Montel, Bâtiment Ariane, 5^{ème} étage,
06200 NICE

Tél. : 04 93 18 80 78 - Fax : 04 93 29 81 55

Email : c.patruano.codes06@wanadoo.fr

Site : www.codes06.org

Codes 13

11, boulevard Notre Dame, 13006 MARSEILLE

Tél. : 04 91 48 13 03

Email : contact@codes13.org

Site : www.codes13.org

Codes 83

Hôpital Georges Clémenceau
Bât. Coste Boyère - 1^{er} étage
421, avenue du premier Bataillon d'Infanterie
de Marine du Pacifique
83130 La Garde

Tél. : 04 94 89 47 98 - Fax : 04 94 92 80 98

Email : codes.var@wanadoo.fr

Site : www.codes83.org

Codes 84

13, rue de la Pépinière,
Quartier Saint-Ruf - 84000 AVIGNON
Tél. : 04 90 81 02 41 - Fax : 04 90 81 06 89

Email : accueil@codes84.fr

Site : www.codes84.fr